

## Point de vue

# Faut-il fermer la Bourse ?

**Pierre CLAUSS**  
*Enseignant-chercheur,  
responsable de la filière  
finance à l'Ensaï-Rennes.*

Et si on décidait de fermer la Bourse ? Question brutale, mais qui l'est moins si on se souvient de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers il y a deux ans (15 septembre 2008). C'était le début d'une crise mondiale majeure. L'économiste Frédéric Lordon qui avait posé cette question soulignait que la seule rentabilité aveugle les investisseurs, causant malaise social, enrichissement des actionnaires et non pas, comme cela devrait l'être, investissement dans les entreprises. Ces dernières se financent du coup sur d'autres marchés que celui des actions (marchés des obligations) et via les banques. Fermer la Bourse ne serait donc pas illogique, étant donné ces conséquences désastreuses.

Supposons cela vrai ; quelles seraient les véritables conséquences de cette fermeture ? Les propriétaires des entreprises ne seraient plus des actionnaires publics mais des personnes ou institutions privées. On reviendrait alors à un capitalisme non plus actionnarial mais familial : pour tirer le trait, on remplacerait pour le CAC 40 les fonds de pension américains par de grandes familles françaises. Cette idée peut en séduire certains, voyant par là un moyen de retrouver une certaine autonomie économique.

Mais elle ne permettrait plus de potentielles sanctions de la Bourse, à la suite d'une mauvaise gestion de l'entreprise entraînant par exemple pertes financières, ou licenciements. On voit bien qu'aujourd'hui, cette mission de la Bourse est peu valorisée, voire même abandonnée, au bénéfice d'un

actionnariat resserré et surtout attiré par des dividendes juteux. C'est certainement à ce niveau-là que le bât blesse.

Le capitalisme financier, décrit souvent à juste titre, est en réalité assez jeune : une quarantaine d'années si l'on prend comme point de départ les années 70. En effet, ces années voient le fort développement des marchés, poussé par une augmentation de l'incertitude avec l'inflation des matières premières causés par les chocs pétroliers de 1973 et 1979, et la mise en place des taux de change flottants par les accords de la Jamaïque de 1976. De nouveaux investisseurs progressent aussi comme les fonds de pension.

On peut donc considérer le capitalisme financier comme en crise d'adolescence, et surtout envisager que le principe fondamental de public equity (le capital doit être public ! Non pas aux mains de l'Etat mais aux yeux de tous), à la base de la Bourse et des autres marchés financiers, n'est pas à remettre en cause car fondamentalement démocratique.

Il faut donc améliorer les marchés financiers avec plus de connaissance, plus de responsabilisation des investisseurs et plus d'acteurs entrant dans le jeu du financement : ainsi taxation vertueuse, développement de l'actionnariat salarié, plafonnement des dividendes ou encore obligation de vigilance des épargnants à l'égard de l'utilisation des droits de vote par les institutions de placement sont autant de pistes à explorer.

Ces alternatives peuvent certes être difficiles à mettre en œuvre car les pressions de toute part sont fortes pour ne rien changer, mais elle sera toujours plus efficace que des vœux pieux et abstraits de « moralisation » du capitalisme financier.